



IDÉES

Cancer américain et french doctors

Un plaidoyer sans concessions pour l'émancipation de la France et de l'Europe de la tutelle américaine. À la fois convenu et original, foisonnant et confus.



Il y a près d'un siècle, Robert Aron publiait *Le Cancer américain* dans lequel il dénonçait avec une rare prescience les tares d'une modernité qu'incarrait l'avènement de l'Amérique après la Première Guerre mondiale. Hervé Juvin aurait pu reprendre le même titre. On ne sait qu'admirer, de la pérennité de la puissance américaine qui entame son second siècle impérial, ou de la constance d'intellectuels français qui, par-delà les générations et les engagements politiques, poursuivent obstinément de leur vindicte, souvent lucide et pertinente, parfois mâtinée de mauvaise foi et de jalousie mal dissimulée, le monde made in USA. En un siècle, tout est allé de mal en pis : la superpuissance américaine est devenue « hyperpuissance » ; et la clarté formelle des prosateurs français – qualité louée dans le monde entier – s'est altérée. On ne fera pas l'injure de demander à notre auteur s'il y a un lien entre les deux phénomènes ; toujours est-il que son ouvrage est foisonnant et confus, redondant et parfois même bedonnant. Finance, commerce, militaire, Internet, histoire, culture, Hervé Juvin est un touche-à-tout de grand talent, mais on se perd souvent dans les méandres de son analyse. Il a le don de la formule qui fait mouche : « *le capital paie les salaires quand les tanks le menacent* » ; mais il faut souvent l'extirper d'une gangue absconse. Il abuse des formes interrogatives, comme s'il ne

parvenait pas à assumer tout à fait ses incantations iconoclastes.

Que nous dit-il ? Que la France et l'Europe sont des colonies américaines. Qu'il faut un grand mouvement de décolonisation, d'émancipation, de libération. Qu'on s'est débarrassé du nazisme, puis du communisme ; mais qu'il nous reste à nous libérer d'un troisième joug, celui du libéralisme américain. « *La colonisation est le sujet européen du jour... Le mur de l'Ouest n'est pas tombé ; c'est la tâche d'une génération d'Européens que d'en finir avec lui.* » Dans son éblouissant *Siècle de 1914*, Dominique Venner avait déjà osé cette audacieuse équivalence, mais il le faisait avec une impeccable rigueur d'historien. Juvin a souvent la démonstration qui tremble. Qui trop embrasse mal étirent. Mais il a

Juvin n'est pas un nationaliste à l'ancienne, héraut de la grande nation pour mieux affirmer la suprématie française ; c'est plutôt un nationaliste de la faiblesse française, devenue petite nation fragile (...)

le mérite de renverser la doxa médiatique dominante : non, le monde n'est pas devenu multipolaire, dit-il, les Brics sont un groupe sans unité ni force ; les États-Unis demeurent l'hyperpuissance : « *l'effort militaire de la Chine n'atteint pas le dixième du budget de la défense américain. La marine américaine égale, à elle seule, les dix marines militaires suivantes.* » Alors, « *tout affaiblissement américain est favorable à la paix et à l'ordre international.* » C'est donc le rôle qu'il assigne à la France d'y contribuer. Exactement le contraire de ce

LE MUR DE L'OUEST N'EST PAS TOMBÉ.

Hervé Juvin,
Éd. Pierre-Guillaume de Roux,
271 p., 23 €





qu'a fait notre pays, sous Sarkozy et Hollande, qui préférèrent se couler dans le moule occidentaliste. On l'a compris, Juvin est gaulliste, en tout cas gaullien, partisan de l'alliance avec les Russes, et prêt à bazarder l'Europe si elle continue à demeurer l'outil de l'asservissement des nations européennes au protecteur américain et à son capitalisme prédateur : « *L'Europe a tout misé sur l'économie pour ne pas avoir à se définir. Et l'économie a été le moyen de la prise de pouvoir du capital au nom de la croissance et de la banque, au nom de la dette.* »

Sa position souverainiste n'est pas neuve. Sa manière de l'étayer l'est davantage. Juvin n'est pas un nationaliste à l'ancienne, héraut de la grande nation pour mieux affirmer la suprématie française ; c'est plutôt un nationaliste

de la faiblesse française, devenue petite nation fragile, à la manière de celles d'Europe centrale, qui non seulement sait qu'elle ne peut plus régner sur l'Europe, mais qui voit même sa mort en face, sous les coups redoublés d'une mondialisation qui saccage tout, son industrie comme l'unité de son peuple, jusqu'à l'harmonie de son savoir-vivre. Juvin est un mélange de Chirac et de Lévi-Strauss, qui ne pardonnera jamais aux Américains l'extermination des Indiens et les soupçonne de transformer tous les peuples de la planète en Indiens.

Juvin a compris que dans la lutte pour la survie de la nation française – et de la plupart des autres nations – le droit était l'arme la plus inattendue et la plus me-

naçante. Il éclaire avec brio la chaîne – dans les deux sens du terme – qui relie le droit, le marché, les droits de l'homme comme outils redoutables de destruction de l'unité nationale. Faire de l'individu un absolu rend impossible toute action collective de la nation. Le je déifié rend impuissant le nous. Le droit – interne et surtout international – qui s'impose aux États, au nom de la religion des droits de l'homme, a atteint son but : rendre les États incapables de protéger les citoyens, d'assumer leur volonté et de pérenniser leur être national. « *La fonction impériale du droit est manifeste ; plutôt que d'évoquer un droit international, mieux vaudrait parler d'un impérialisme du droit... Summum jus, summum injuria : plus il y a de droit, plus il y a d'injustice.* »

Juvin ne tombe pas dans le travers très français de croire que le destin de la nation ne peut passer que par le renforcement sans fin des moyens socialisants de l'État. Au contraire, il plaide de manière fort convaincante pour un « *national-libéralisme : placer le droit, le marché et la concurrence au service de l'intérêt national* ». Il nous somme de ne plus avoir peur de la « *préférence nationale* ». Qu'est-ce qu'un État-nation qui ne préfère pas ses nationaux, citoyens ou entreprises ? « *Le sentiment national, quand il détermine la conscience de l'intérêt général, est le plus puissant des facteurs de développement. Chine, Corée du Sud, Malaisie... Singapour, Israël, Suisse... le libéralisme devra redevenir national, ou continental, et en finir avec la fiction d'un marché mondial, par essence totalitaire.* »

Et il donne l'exemple à suivre de national-libéralisme le plus efficace car sans complexes : les États-Unis. On n'en sort pas. ■